



21 rue Béranger
75003 PARIS

INFORMATIONS A DESTINATION DES
Membres du Bureau National
Secrétaires Académiques et Départementaux
Commissaires Paritaires Nationaux

Paris, le 31 janvier 2005

Aux côtés de l'UNSA, avec les salariés du privé, avec les fonctionnaires,
le SNPDEN appelle l'ensemble de ses adhérents à participer aux manifestations
du samedi 5 février 2005.

Face aux imposantes manifestations du 20 janvier, rassemblant plus de 320 000 personnes, et aux grèves massives dans la fonction publique d'Etat, la seule réponse du gouvernement a été celle de Renaud Dutreil : « *je n'ai pas d'argent caché sous le tapis* ».

Il disait cela au moment où ce même gouvernement annonçait que les rentrées fiscales étaient meilleures que prévues. Parce que ses choix ne sont ni sociaux, ni même économiques, il préfère réduire la dette publique en 2004 et surtout baisser encore les impôts en 2005.

Que dire du principal responsable du parti au pouvoir qui affirme que les fonctionnaires seront mieux payés quand ils seront moins nombreux ?

Avec de telles options, ultralibérales, ce gouvernement ne peut pas avoir de vrais projets pour améliorer les services publics sur le territoire national, ni de réflexion sur les missions de la fonction publique pour améliorer la cohésion sociale et territoriale. Sa loi sur la décentralisation en a été la caricature.

La seule visée consiste à diminuer de manière comptable les effectifs de la fonction publique et à supprimer l'essentiel des évolutions de carrière pour construire un salaire basé sur l'emploi et le mérite.

La nécessaire modernisation des 900 corps de la fonction publique ne pourra se faire que si l'ensemble de la réforme ne se construit pas à partir de ces présupposés.

Il faut investir dans la recherche et l'éducation. La loi d'orientation pour l'école n'aura pas d'avenir si les postes sont supprimés bien au-delà de la baisse démographique annoncée.

L'inadmissible suppression des TPE en terminale n'est même pas compensée par la diminution annoncée et repoussée des effectifs des groupes de langues en terminale.

Nous serons au premier rang, en tant que SNPDEN, pour défendre le service public d'éducation face à toute réduction comptable des moyens au nom du « retour à l'équilibre », pour dénoncer d'inadmissibles mesures de cartes scolaires pour les lycées et les collèges.

Nous manifesterons également pour dire qu'il est inacceptable que les cadres de l'éducation que sont les personnels de direction ne puissent pas bénéficier de l'aménagement et de la réduction du temps de travail. Parce que nous travaillons entre 1800 et 2000 heures par an, nous demandons l'ouverture d'un compte épargne temps prenant en compte les spécificités de nos fonctions ; nous sommes porteurs de plusieurs milliers de pétitions pour appuyer cette revendication.

Pour la région Île-de-France, le rendez-vous, dans le cortège de l'UNSA, est à 14 heures place de la République, autour de la statue.